

PLAN CLAMADIEU

GROUPE ÉPARpillÉ, SALARIÉS SACRIFIÉS



Le groupe Engie est unique par le fait qu'il rassemble toutes les compétences liées à la **transition énergétique** : énergie classique et renouvelable, services climatiques et thermiques, eau, traitement des déchets.



POURQUOI UNE NOUVELLE STRATÉGIE ?

Le Groupe hérite de deux contraintes :

- **Un héritage toxique** de l'ère Mestrallet-Kocher :
 - **erreur** du rachat d'International Power (un gouffre financier),
 - **erreur** du plan de cession 2016 (se débarrasser d'activités nécessaires aux besoins et permettant de financer le changement),
- **Erreur de stratégie** en pensant que les ENR et les services deviendraient la machine à cash du groupe avec des illusions sur la croissance et la rentabilité
- **Distribution de dividendes supérieure au résultat** engendrant un appauvrissement généralisé du groupe au détriment de la R & D, des projets, de la formation, de la montée en compétence des salarié-es et d'un projet industriel de qualité.

Ces erreurs auraient du conduire à une stratégie exigeante de relance du Groupe par l'investissement, la recherche, le développement et le travail transverse des métiers en mettant les actionnaires à contribution.

C'EST CE QUE PRÉCONISE LA CGT !



La volonté du gouvernement de vendre Engie (doctrine Macron de 2016) avec deux enjeux :

- **vendre aux meilleures conditions** : les banques d'affaires préconisent la vente par morceaux !
- **vendre à des acheteurs politiquement corrects**

LE PLAN CLAMADIEU : DÉMANTELER ENGIE EN VENDANT AU PLUS OFFRANT

Après les annonces de ces derniers mois, la stratégie se dessine :

- **Eau-Propreté** (90 000 salarié-es dans le monde, dont 29 000 en France) : vente à Veolia (Statut : en cours)
- **Services Climatiques et Thermiques** (42000 salarié-es en France impactés) : vente des 2/3 des Services (Statut : annoncée et en préparation).
Acheteurs potentiels : groupes de BTP, Veolia ?
- **Production d'électricité thermique** (environ 25000 salarié-es impactés en Europe, essentiellement au Benelux) : elle est rattachée à Electrabel. Préparation d'un «cadeau» nucléaire à démanteler (2 centrales, 8 réacteurs) + thermique classique. (Statut : Négociation d'une séparation du groupe de Electrabel voire une vente aux pouvoirs publics belge).

Ainsi la cible de président Jean-Pierre CLAMADIEU serait : «NEW ENGIE» :

- **infrastructures gazières** (17 000 salarié-es en France),
- **commercialisation du gaz et de l'électricité** (8000 salarié-es en France y compris activité chaudière),
- **énergies renouvelables** (3000 salarié-es en France),
- **réseaux de chaleur** (2000 salariés en France),
- **fonctions centrales et support** (2000 salarié-es en France)

NON



SUR CE NOUVEL ENGIE, PARIONS :

- que cet ensemble sera rapidement considéré trop petit dans le monde de l'énergie
- que Total se portera candidat à l'achat de la partie énergie (négoce, ventes) et des ENR
- que Total ne voudra pas des infras. Pas de problème ! car sont intéressés les fonds de pension et la Caisse des Dépôts (en combinant éventuellement avec un rapprochement avec les infras électricité voire à l'échelon européen).

Tout cela sera présenté comme la création ou le renforcement de «champions franco-français» ... au prix de la démolition d'un groupe historique, connu et reconnu pour son savoir faire, et au grand bénéfice des actionnaires avec en premier lieu de l'Etat.

DES CONSÉQUENCES DRAMATIQUES MAIS PAS FATALES

Les conséquences d'une telle orientation sont prévisibles :

- **suppressions d'emplois massives** : sélection d'activités ciblées (rentabilité, avance technologique ...) et liquidation des activités restantes, chasse aux doublons (et malheur aux vaincus), suppression des fonctions centrales et services fonctionnels des entreprises achetées...

Ce scénario se lit déjà dans les annonces autour de la cession de Suez !

- **Perte de compétences et de savoirs faire**, au moment où la relance est nécessaire.
- **Liquidation d'ensembles historiques** basés sur les services publics énergie-services-eau-propreté, outils qu'il serait précieux de conserver pour bâtir un nouveau service public de la transition énergétique.

POURTANT UN AUTRE PROJET EST POSSIBLE ET LA CGT SE BATTRA POUR ŒUVRER À SA MISE EN PLACE

- **Conserver l'intégralité des activités et reprendre le contrôle de Suez** pour jouer au maximum les complémentarités ; La logique d'un groupe comme Engie est de pouvoir offrir des solutions complexes ou qui se complètent en matière de services énergétiques, de fourniture d'énergie, voire d'eau et autres services publics.
- **Relancer l'investissement dans de nouveaux projets industriels** et pour cela investir dans les compétences des salarié-es pour monter en gamme sur les enjeux d'avenir : efficacité énergétique, nouvelles énergies renouvelables.
- **Stopper la distribution de dividendes** dans un période où l'urgence climatique demande un engagement important et rapide de tous.
- **Juger les projets au regard des enjeux de service public** et non sur le critère d'une rentabilité à deux chiffres.
- **Maintien voire remontée de l'Etat dans le capital** : l'Etat a besoin de vecteurs pour accélérer la transition énergétique et Engie en est un. Privilégier une gestion de long terme avec des enjeux sociaux et sociétaux et non sur des enjeux financiers de court terme, contreproductifs et destructeurs. Pour cela, notamment, lancer une négociation urgente d'un nouveau contrat de service public avec débat public autour des objectifs à assigner à Engie (idem pour les autres énergéticiens) et des moyens à mettre en œuvre.



Avec Engie et EDF, le pays dispose pourtant de deux points d'appui solides pour accélérer et réussir la transition énergétique et écologique nécessaire à l'avenir de la nation et des générations à venir...

Le plan Clamadieu, avec l'appui de l'état, n'engage pas le groupe sur cette voie et

**CE SONT LES SALARIES ET LES GÉNÉRATIONS FUTURES
QUI EN PAIERONT LE PRIX
SI NOUS N'INTERVENONS PAS !**

